

CONSEIL D'ETAT, SECTION DU CONTENTIEUX ADMINISTRATIF.

A R R E T

n° 196.139 du 17 septembre 2009

A. 192.463/XI-16.830

En cause : **XXX**,
 ayant élu domicile chez
 Me G.-H. BEAUTHIER, avocat,
 rue Berckmans 89
 1060 Bruxelles,

 contre :

 l'Etat belge, représenté par
 le ministre de la Politique de
 migration et d'asile.

LE PRÉSIDENT DE LA XI^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 4 mai 2009 par XXX, qui demande la cassation de la décision n/ 25.573 (dans l'affaire n/ 35.495/III) prise à son égard par le Conseil du contentieux des étrangers le 31 mars 2009 et qui lui a été notifiée par une lettre datée du 2 avril 2009;

Vu l'ordonnance n/ 4431 du 13 mai 2009 déclarant le recours en cassation admissible;

Vu le mémoire en réponse notifié le 19 juin 2009;

Vu la lettre, notifiée aux parties le 5 août 2009, les informant de la possibilité de demander à être entendues;

Vu le titre VI, chapitre II, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Vu l'article 15, § 1^{er}, alinéa 2, de l'arrêté royal du 30 novembre 2006 déterminant la procédure en cassation devant le Conseil d'Etat;

Considérant que la partie requérante n'a pas déposé de mémoire ampliatif dans le délai imparti; qu'aucune des parties n'a demandé à être entendue; que conformément à l'article 21, alinéa 2, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, il y a lieu de constater l'absence de l'intérêt requis,

D E C I D E :

Article 1^{er}.

Le recours en cassation est rejeté.

Article 2.

Les dépens, liquidés à la somme de 175 euros, sont mis à charge de la partie requérante.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique de la XI^e chambre, le dix-sept septembre deux mille neuf, par :

M. MESSINNE,	président de chambre,
Mme VANDERPERE,	greffier.

Le Greffier,

Le Président,

V. VANDERPERE.

J. MESSINNE.